

COUR D'APPEL DE MONTPELLIER
TRIBUNAL JUDICIAIRE DE MONTPELLIER
LE JUGE DES LIBERTÉS ET DE LA DÉTENTION

Zone d'attente
Mineur
Irrecevabilité pour
défaut de justification de
la compétence des
auteurs des décisions et
de la requête

Cabinet de Philippe TREMBLAY

Dossier n° N° RG 20/00957 -
N° Portalis DBYB-W-B7E-MYAJ
Minute n° : 20/00176

**ORDONNANCE STATUANT SUR UNE PREMIÈRE DEMANDE
DE PROLONGATION DU MAINTIEN EN ZONE D'ATTENTE**

Article L222-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile

Le 01 Septembre 2020 à 10h27

Nous, Philippe TREMBLAY, juge des libertés et de la détention au tribunal judiciaire de Montpellier, étant en audience publique, assisté de Julie SCHMITT, greffier ;

Vu les articles L.222-1 à L.222-5, et R 222-1 à 222-4, et du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;

Vu la décision de refus d'entrée prise par la **DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DE LA POLICE AUX FRONTIÈRES DE MONTPELLIER** en date du 28 août 2020 à 10h40 à l'encontre de **X se disant mineur KRIAA Abdelwakil** ;

Vu la décision de maintien en zone d'attente d'un étranger non admis prise par la **DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DE LA POLICE AUX FRONTIÈRES DE MONTPELLIER** le 28 août 2020 à l'encontre de :

X se disant mineur [REDACTED]
né le 20 Avril 2003 à FES (MAROC)
de nationalité Marocaine

notifiée à l'intéressé le 28 août 2020 à 10h50 ;

Vu la requête de la **Direction Interdépartementale de la Police aux Frontières de Montpellier** en date du 31 août 2020 reçue et enregistrée au greffe du juge des libertés et de la détention le 31 août 2020 à 14h10 tendant à la prolongation du maintien en zone d'attente de **X se disant [REDACTED]** [REDACTED] de durée de **huit jours** ;

Monsieur le procureur de la République près le tribunal de notre siège, la Direction Interdépartementale de la Police aux Frontières de Montpellier et le retenu ont été avisés, dès réception de la requête, de la date et de l'heure de la présente audience par le greffier ;

En l'absence de Monsieur le procureur de la République ;

En l'absence de la **Direction Interdépartementale de la Police aux Frontières de Montpellier** ;

en présence de Monsieur Mohamed TRISSIA interprète en langue arabe , inscrit sur la liste des experts de la cour d'appel de Montpellier,

en présence de Monsieur Loukmane KHITER, administrateur ad'hoc du mineur [REDACTED], désigné par ordonnance du parquet de Montpellier en date du 29 août 2020,

X se disant mineur [REDACTED], présent à l'audience et informé de son droit à l'assistance d'un avocat de son choix ou commis d'office, déclare : je souhaite être assisté d'un avocat commis d'office.

Me Adeline BALESTIE, avocat, est informé par nos soins sans délai et nous fait connaître qu'il assistera l'intéressé. L'avocat a pu consulter la procédure et s'est entretenu librement avec son client.

L'intéressé est informé qu'il peut lui-même consulter la procédure, et éventuellement être assisté par un interprète s'il ne connaît pas suffisamment la langue française.

DÉROULEMENT DES DÉBATS

A l'audience publique, le juge des libertés et de la détention a procédé au rappel de l'identité des parties ;

L'avocat du retenu soulève *in limine litis* la nullité de la procédure et l'irrecevabilité de la requête dans des conclusions écrites qui sont annexées à la présente ordonnance, et qu'il développe oralement à l'audience ;

Monsieur KHITER Loukmane déclare : je suis agréé par la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence, ma présence est exceptionnelle. Je vous confirme que Monsieur KRIAA n'a aucune attache en France et en Europe. L'interprète a essayé de joindre son père. Ça fait 8 mois qu'il a quitté le domicile familial. J'ai sollicité son placement d'urgence.

X se disant mineur [REDACTED] **déclare :** je n'ai rien à ajouter.

MOTIFS DE LA DÉCISION

L'article R552-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile dispose qu'à peine d'irrecevabilité, la requête aux fins de prolongation de la rétention est motivée, datée, signée et accompagnée de toutes pièces justificatives utiles.

L'article L213-2 du même code dispose que tout refus d'entrée en France fait l'objet d'une décision écrite motivée prise par un agent relevant d'une catégorie fixée par voie réglementaire.

L'article R213-1 du même code dispose que la décision écrite et motivée refusant l'entrée en France à un étranger est prise par le chef du service de la police nationale chargé du contrôle aux frontières ou un fonctionnaire désigné par lui, titulaire au moins du grade de brigadier.

L'avocate de l'intéressé indique que l'auteur des décisions de refus d'entrée et de maintien en zone d'attente ni de la demande de maintien en zone d'attente adressée au juge des libertés serait compétent pour ce faire dans la mesure où les délégations de pouvoir ne sont pas produites au dossier.

La décision de maintien en zone d'attente est notamment signée par le fonctionnaire de police Aurélien BAUMES, brigadier de police.

Aucun élément ne démontre que ce fonctionnaire aurait été désigné par le chef du service de la police

nationale chargé du contrôle aux frontières.

En l'absence de cette pièce justificative utile, le juge des libertés n'est pas mis en mesure de vérifier la régularité de cette décision de maintien en zone d'attente.

Il convient, par conséquent, de déclarer cette requête irrecevable.

PAR CES MOTIFS :

Statuant publiquement en premier ressort, par décision assortie de l'exécution provisoire,

DÉCLARONS irrecevable la requête de **LA DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DE LA POLICE AUX FRONTIERES DE MONTPELLIER** ;

DISONS en conséquence n'y avoir lieu à statuer sur la demande de maintien en zone d'attente ;

DISONS que la présente ordonnance sera immédiatement notifiée au procureur de la République et que **M. X se disant mineur** [] est maintenu à la disposition de la justice pendant un délai de dix heures à compter de la notification de la présente ordonnance au procureur de la République ;

INFORMONS X se disant mineur [] que durant cette période, il peut, s'il le souhaite, contacter son avocat et un tiers, rencontrer un médecin et s'alimenter.

INFORMONS les parties qu'elles peuvent interjeter appel de la présente ordonnance devant le Premier président de la cour d'Appel de Montpellier ou son délégué, dans les 24 heures de son prononcé, par déclaration motivée faite ou remise par tous moyens au greffe de la cour d'Appel de Montpellier et leur donnons connaissance des modalités selon lesquelles ce recours peut être exercé ;

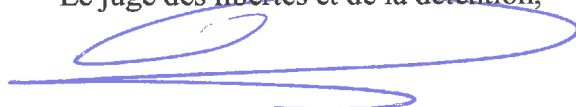
INDIQUONS que seul l'appel formé par le ministère public peut être déclaré suspensif par le Premier président de la cour d'Appel ou son délégué.

Ainsi prononcé en audience publique le 01 Septembre 2020 à 11 h 30.

Le greffier,



Le juge des libertés et de la détention,



Reçu notification et copie de la présente ordonnance le 01 Septembre 2020 :

L'intéressé,



L'interprète,



L'avocat du retenu,

par courriel

Le représentant du préfet,

de la DIDPAF,
par courriel

LOUKMANE KHITER

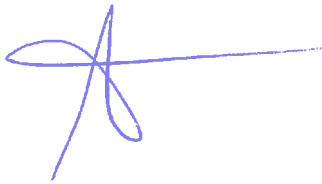
Administrateur AD HOC
3, Place Victor Schoelcher
Le Bois de l'Aune C28
13090 Aix en Provence
Mobil: 06 17 50 55 06
loukmane_khiter@hotmail.com

Notification de la présente ordonnance est faite à Monsieur le procureur de la République le 01
Septembre 2020 à 11 h 54,
Le greffier,

Nous  , déclarons  interjeter appel de la présente décision,
Le procureur de la République,

Lionel SABATER-BONO
Procureur de la République
adjoint

Constatons que le 01 Septembre 2020 à 12 h 15, le procureur de la République n'a pas
interjeté appel de la présente décision,
Le greffier,



Adeline BALESTIE
AVOCATE
1280 avenue des Platanes
Future building 1
34970 LATTES



CONCLUSIONS DE NULLITES

POUR [REDACTED] kil, né le 20/04/2003 à Fes de nationalité marocaine actuellement en zone d'attente de SETE

CONTRE SPAF de SETE

In limine litis,

1 – Sur le délai anormalement long entre l'interpellation et le placement en zone d'attente

M. est arrivé le 28/08/2020 à 9h.
Pour autant il n'a été placé en zone d'attente qu'à 10h40.

Ce délai de plus d'une heure 40 lui a fait grief.

2 – Sur la pratique des examens médicaux sans avoir recueilli l'accord préalable de M.

3 – Sur le défaut d'alimentation de M. Lors de son placement en zone d'attente avant l'examen osseux.

4 – Sur le délai anormalement long de la désignation d'un administrateur AD HOC en violation de l'article L 221-5 du CESEDA

La jurisprudence est constante en la matière. Il convient de désigner un administrateur immédiatement. Cour de Cassation, 22 mai 2007, n°17-238.

Pour autant il a fallu attendre que l'examen médical ait été pratiqué Cour de Cassation, 6 mai 2009, n°08-14519.

Or cette désignation a été retardée aussi par la pratique de la SPAF de contacter des structures hors départements et après 18h (un vendredi veille de week end)

Dès lors conformément à l'article R 111-13 du CESEDA, il est demandé la communication de la liste des administrateurs ad hoc.

5 – Sur la notification des décisions de refus d'entrée et de maintien hors la présence de l'administrateur AD HOC

6 – Sur l'incompétence de l'auteur des décisions de refus d'entrée et de maintien en zone d'attente la requête, en violation des articles L 221-3 et R 221-1 du CESEDA

7 – Sur la violation de l'article L 111-7 du CESEDA

Il n'est pas mentionné sur les décisions notifiées si M. sait lire l'arabe.
Les formulaires ne sont pas correctement remplis.

8 – Sur la remise de copie de décisions non traduite par écrit dans une langue comprise par M.

Il a été privé de la présence d'un conseil tout au long de la procédure de placement en zone d'attente.
Les décisions lui ont été remises en Français sans avoir été traduites en arabe, en violation de l'article L 221-4 du CESEDA.

Le grief est constitué car il n'a donc pas pu exercer ses droits en violation de l'article L 223-1 du CESEDA (Accès à un avocat malgré sa minorité).
D'autant plus que l'administrateur ad hoc n'est arrivé que le lendemain des notifications.

9 – Sur la requête sommaire non motivée, en violation de l'article L 222-3 du CESEDA

Il est utilisé un pauvre formulaire ne relevant aucun élément de personnalité de M. en violation de l'obligation d'exposer une motivation claire et accessible.

10 Sur l'incompétence de l'auteur de la requête, en violation des articles R 221-1 et R 222-2 du CESEDA

Il n'est pas démontré que l'auteur dispose de la compétence nécessaire pour introduire la requête.

11– Sur le défaut des pièces utiles en violation de l'article R 222-2 du CESEDA

Il n'est rapporté aucun PV des déclarations de M.
De plus il n'y a pas les délégations de pouvoir accordées au Signataire de la requête de demande de maintien en ZA adressée au JLD.

PAR CES MOTIFS

Communiquer la liste des administrateurs ad hoc conformément à l'article R 111-13 du CESEDA.
Rejeter la demande de maintien en zone d'attente
Déclarer irrecevable la requête de la SPAF
Ordonner la remise en liberté de M.

Fait à Montpellier le 31/08/2020

Adeline BALESTIE

